

PARIS, le 6 juillet 1994

Le Conseiller à la Présidence

NOTE

(2)

à l'attention de
Monsieur le Président de la République

S/C de Monsieur le Secrétaire Général *lv*

Objet : Rwanda

I - Comme le lui demandait le Secrétaire général, le Conseil de sécurité a approuvé la création d'une zone humanitaire sûre dans le sud-ouest du Rwanda, selon la procédure dite "d'adoption silencieuse", après un délai de 48 heures de réflexion.

Sur le terrain, le FPR semble respecter cette zone, ainsi que l'avait laissé entendre son chef militaire, Paul Kagame. Cette attitude positive devrait amener les ONG, réticentes à agir derrière les militaires français, à se montrer plus actives et à intervenir enfin à nos côtés. MM. Juppé et Léotard envisagent de tenir "une réunion d'explication" avec elles dans les prochains jours à Paris.

Enfin, l'idée de création d'un bataillon inter-africain (Mali, Niger, Congo, Guinée Bissao, Tchad) progresse très lentement : les pays concernés ne veulent pas intervenir dans le cadre de l'ONU mais à nos côtés dans l'opération Turquoise, et le coût d'équipement de ce bataillon est particulièrement élevé pour nous : 100 MF.

II - Le Quai d'Orsay est très désireux de sortir du cadre humanitaire et de s'impliquer dès maintenant dans la recherche d'un règlement politique, évidemment favorable au Front patriotique rwandais. Déjà il multiplie les démarches auprès du FPR et de ses alliés Hutus, qu'il aborde en repent. M. Jacques Warin a rencontré à Bruxelles le 3 juillet M. Bihozagara, représentant du FPR en Europe, et M. Marlaud prend contact aujourd'hui avec M. Faustin Twarigamungu (Hutu, Premier ministre désigné par les accords d'Arusha) qui depuis la Belgique fait des déclarations très hostiles à la France. M. Juppé pour sa part a fait savoir au Premier ministre qu'il était opposé à toute visite ministérielle française dans la zone d'intervention de nos troupes (M. Douste Blazy devait s'y rendre prochainement).

Dans cette course au FPR, M. Léotard a pris de l'avance en dépêchant sur place à Kigali auprès de M. Kagamé et sans en avertir personne, cinq militaires et fonctionnaires de haut rang.

de la part de la France
Matignon de son côté estime qu'il faut se contenter pour l'instant de faire de l'humanitaire et laisser à l'ONU, à l'OUA et aux pays de la région le soin d'engager et d'accompagner les négociations entre les parties.

Général QUESNOT

Bruno DELAYE